Économie rurale

Agricultures, alimentations, territoires

289-290 | Septembre-décembre 2005

Les mutations de la famille agricole

Mémoire éditorial 1998-2005. La revue *Économie rurale*

Egizio Valceschini

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/177>

DOI : 10.4000/economierurale.177

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2005

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Egizio Valceschini, « Mémoire éditorial 1998-2005. La revue *Économie rurale* », *Économie rurale* [En ligne], 289-290 | Septembre-décembre 2005, mis en ligne le 05 mars 2009, consulté le 19 avril 2019.
URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/177> ; DOI : 10.4000/economierurale.177

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Mémoire éditorial 1998-2005. La revue *Économie rurale*

Egizio Valceschini

NOTE DE L'AUTEUR

Ce mémoire éditorial rend compte des actions que j'ai menées avec le Comité de rédaction, entre 1998 et 2005, pour « faire vivre » la revue *Économie rurale*.

Je tiens ici à remercier vivement ceux et celles qui m'ont appuyé dans ma fonction de président du Comité de rédaction durant ces huit ans : Philippe Lacombe, mon prédécesseur, qui m'a fait confiance ; les présidents de la SFER et leurs Bureaux, qui ont maintenu cette confiance ; les membres du Comité de rédaction, co-instigateurs motivés et attentifs de la politique éditoriale ; Laurence Roudart et Joël Priolon, mes collaborateurs du Comité de rédaction restreint, pour leur engagement dans la gestion éditoriale ; le Secrétariat de rédaction pour la qualité de son travail ; et enfin à Marion Doussot, pour son concours précieux à la préparation de ce texte. Je souhaite exprimer ma gratitude à Nicole Bauchet pour son rôle déterminant dans la qualité de l'édition d'*Économie rurale* et, par dessus tout, pour son soutien indispensable et indéfectible.

Des frontières thématiques identifiées

- 1 Parallèlement, le Comité de rédaction s'est livré à un travail de redéfinition des frontières thématiques de la revue. Cette démarche, à la fois de circonscription et d'ouverture, intéresse tout autant la communauté des auteurs que celle des lecteurs. En 2001, l'apparition, en sous-titre, du triptyque « Agriculture, Alimentation, Territoires », concrétisait la volonté d'ouverture – en particulier vers les domaines de l'alimentation, de la consommation et de l'agroalimentaire – et nous mettait devant un nouvel enjeu. Il s'agissait aussi d'infléchir la ligne éditoriale afin de prendre en considération les questions posées par les tendances de long et de moyen terme qui reconfigurent

l'économie agricole et agroalimentaire à l'échelle mondiale. Sans être exhaustif, citons l'apparition des crises de sécurité alimentaire et les nouvelles relations entre alimentation et santé, l'actualité des négociations internationales sur la liberté du commerce, la montée du pouvoir des entreprises de transformation et de distribution alimentaire, les nouveaux modes alimentaires et différenciation des préférences des consommateurs, etc. Il s'agissait d'accueillir de nouveaux auteurs et de solliciter de nouvelles compétences d'évaluation. Le numéro double « *L'agroalimentaire dans la globalisation* » (2001)¹⁰ a initié cet élargissement. Le dossier « *Les citoyens, les consommateurs et les OGM* » (2001)¹¹ l'a conforté.

2. La validation scientifique des connaissances

- 2 Dans le courant de l'année 2001, nous avons renforcé la crédibilité de l'orientation éditoriale en consolidant les procédures d'édition précédemment mises en place. Réaffirmons l'importance de ce travail d'évaluation et d'édition, fondé sur des règles précises, régulièrement mises à jour et respectées à chaque étape du processus, jusqu'à la publication. Le respect de ces procédures fut un gage de rigueur pour la revue comme pour nous-mêmes. Nous ne remercierons jamais assez les partenaires, auteurs et *referees*, qui nous ont aidés en la matière. Aujourd'hui, chaque proposition d'article fait l'objet d'une procédure d'évaluation strictement codifiée. Le Comité juge, en premier lieu, de la pertinence du texte, puis sur la base de l'avis des *referees*, décide de l'opportunité de publier ou non. À chaque étape de ce circuit d'expertise, le processus peut être interrompu. Chacune d'entre elles, ainsi que la fonction des *referees*, font l'objet d'une description détaillée dans des fiches de procédure.
- 3 Au final, un texte publié aura été soumis en moyenne à sept lectures.

Les *referees* : validation et pédagogie

- 4 Les *referees* sont des lecteurs extérieurs, membres de la communauté scientifique (cf. tableau 1 : Appartenance institutionnelle des *referees*)¹², que le Comité de rédaction sollicite pour bénéficier de leur expertise concernant les disciplines et les champs abordés dans les articles proposés à la revue. Cette terminologie a été adoptée afin d'éviter la confusion possible avec la communauté du lectorat de la revue. L'intervention systématique des *referees*, dont plus du tiers n'appartient pas au champ de l'économie rurale, constitue l'une des pierres angulaires de la politique éditoriale d'*Économie rurale*. Le Comité de rédaction entretient avec les *referees* des relations parfaitement transparentes. Depuis 1998, cette déclaration de principe a trouvé dans la constitution d'un fichier informatique un dispositif adéquat. Ce mode de centralisation par domaine de compétences permet au Comité de choisir les *referees* les mieux qualifiés pour l'expertise de chaque texte. Toutes les opérations du circuit d'expertise s'effectuent sous couvert d'anonymat. Les *referees* ne connaissent pas l'identité des auteurs, de la même manière que ces derniers, au retour des commentaires concernant leur production, ignorent celle de leurs évaluateurs. Le secrétariat de rédaction applique les procédures et veille à leur traçabilité.
- 5 L'action des *referees*, telle que l'envisage *Économie rurale*, ne se limite pas à la sélection des textes, à « sanctionner » le travail des auteurs potentiels ; la fonction pédagogique était l'une des attentes fortes du Comité de rédaction à leur égard. Elle est précisément

exposée dans le « guide » que chaque *referee* reçoit quand il est sollicité. Grâce à ces experts indépendants, la revue a permis à des centaines de jeunes chercheurs de progresser et d'acquérir les compétences méthodologiques et rédactionnelles indispensables à leur pratique. C'est aussi grâce à ces *referees*, pour beaucoup extérieurs au milieu de l'économie agricole et agroalimentaire, et le plus souvent issus du monde universitaire, qu'*Économie rurale* a acquis une réputation d'impartialité, de rigueur, d'indépendance idéologique et paradigmatique.

- 6 La politique éditoriale récente a attiré de nouveaux auteurs, notamment parmi les plus jeunes chercheurs. Issus des grandes écoles agronomiques, de l'INRA et aussi d'institutions de recherche moins familières de notre champ, ils ont trouvé dans *Économie rurale* une revue qui leur permettait de faire connaître leurs travaux (cf. tableau 2 : Appartenance institutionnelle des auteurs)¹³. Apportant idées ou méthodes nouvelles, ils ont en retour bénéficié d'une reconnaissance scientifique utile pour leur carrière.

Le *Journal of Economic Literature* (Jel) : valorisation et diffusion internationales

- 7 Au cours l'année 2001, nous avons obtenu l'inscription au Jel, *Journal of Economic Literature*. Cette réussite atteste de son gain de crédibilité et, *in fine*, bénéficie aux auteurs, dont les travaux sont ainsi mieux valorisés et reconnus.
- 8 Le Jel est un puissant outil de diffusion des connaissances¹⁴, dont le but est de signaler des articles publiés par des revues scientifiques. Il offre une grille de classification couvrant l'ensemble des domaines scientifiques, par disciplines et par mots-clés, qui permet aux lecteurs d'être informés régulièrement des articles publiés. *EconLit*, la banque de données qui y est associée, recense, tous les trois mois, articles et auteurs. Elle alimente les documentations des centres de recherche.
- 9 L'inscription au Jel crédibilise la production des auteurs aux plans national et international. Pour *Économie rurale*, l'enjeu était double. Il s'agissait d'abord d'exposer les travaux d'auteurs français, mais aussi les méthodes, les thématiques ou les débats qui occupent notre communauté scientifique et professionnelle nationale, et sans rien renier de nos spécificités, de faire mieux connaître nos productions et nos positions. La demande d'inscription est soumise à une expertise, et toutes les revues, loin s'en faut, ne passent pas ce cap. En étant retenue, *Économie rurale* s'est élevée au niveau de revues reconnues – principales revues généralistes françaises dans le même champ, par exemple, que *The European Review of Agricultural Economics*.
- 10 Les diverses commissions d'évaluation des chercheurs et des équipes de recherche, à l'université ou au CNRS, sans parler de l'INRA, répertorient aujourd'hui *Économie rurale* parmi les bonnes revues d'économie appliquée de langue française.

Bilan éditorial. Une revue ouverte pour un lectorat différencié

1. L'ouverture sur l'international

- ¹¹ L'hexagone est la localisation privilégiée des auteurs et lecteurs d'*Économie rurale*. Cependant, sur la totalité des abonnements, plus d'un quart correspond à une adresse hors de France. La zone d'influence de la revue dépasse donc largement les frontières nationales et même européennes. Cela nous a encouragés à développer notre revue comme référence non seulement en France, mais aussi dans l'ensemble des pays où la langue française est importante, et nous a incités à combattre le risque de l'enfermement hexagonal ou européen.
- ¹² Revue francophone, l'Afrique reste en bonne place et le Canada n'est pas absent. Remarquons la place de la Russie « *La nouvelle question agraire en Russie* » (2001)¹⁵ et des États-Unis « *Les contrats de production dans l'agriculture américaine* » (2000)¹⁶ « *La nouvelle loi agricole américaine* »¹⁷ (2002) dans ce qui caractérise leur politique agricole. Pour sa part, l'Amérique latine est également présente, ainsi que la grande puissance économique qu'est en train de devenir l'Inde.
- ¹³ À titre d'exemple, le numéro consacré aux « *Echanges agricoles et négociations internationales* » (2002)¹⁸ illustre l'ancrage international décidé par le Comité. On pourrait aussi citer un numéro¹⁹ d'articles qui, en 2005, publiait quatre articles consacrés à quatre thématiques différentes dans quatre pays étrangers : Chine/OGM, États-Unis/pollution des eaux, Tunisie/irrigation, Italie/politique agricole. Il reste que l'Europe, dans sa dimension plurinationale ou au travers des politiques communautaires, est devenue au sein de la revue et au fil des publications une « entrée » privilégiée. Le numéro « *Agricultures et politiques publiques en Allemagne et en France* »²⁰ (2002) est à cet égard symptomatique.
- ¹⁴ En ce qui concerne l'origine des auteurs (cf. tableau 2, annexe 1), la dimension internationale de la revue est également réelle. Par exemple, en 2002 et en 2005, près d'un tiers des auteurs publiés sont étrangers, en provenance notamment des pays francophones. Ce présent numéro « *La famille agricole* »²¹ (2005) présente sept signatures émanant d'auteurs américains, anglais ou indiens. Cependant l'effort en la matière a été limité par nos capacités de traduction qui, pour l'essentiel, reposaient sur le bénévolat des éditeurs responsables de dossiers ou de numéros thématiques.

2. L'attention aux évolutions des champs et des problématiques

- ¹⁵ D'une manière générale, le triptyque « *Agricultures, Alimentations, Territoires* » a été couvert (cf. tableau 3 : Production par rubriques et par thèmes)²².
- ¹⁶ • -Les publications concernant le champ « *Alimentations* » ont été amenées et stabilisées à un niveau (31 % des articles entre 1998 et 2005) qui n'est plus très loin de celui du champ « *Agricultures* », de longue date le domaine privilégié de la revue. L'effort en ce domaine s'est traduit notamment par la publication de numéros double comme « *L'agroalimentaire dans la globalisation* »²³ (2001), « *La politique de la concurrence dans l'agroalimentaire* »²⁴ (2003). On pourrait rappeler le dossier « *Les citoyens, les consommateurs et les OGM* »²⁵ et citer le dossier « *Le e-commerce dans l'agroalimentaire* »²⁶ (2002).

- 17 • -En poursuivant l'analyse, on peut remarquer que la thématique « Territoires » est légèrement en retrait par rapport à la thématique précédente, mais se situe à un niveau de publication qui est important (27 % des articles entre 1998 et 2005). Ainsi on y retrouve nombre d'articles qui, auparavant, auraient été classés dans le champ « Sociétés »²⁷. Notons aussi que la thématique « Territoires » bénéficie de l'émergence de nouvelles mises en valeur sur ce sujet. C'est ainsi qu'ont été publiés « *Proximité et territoires* »²⁸ (2004) ou encore certains articles du numéro sur « *La multifonctionnalité de l'activité agricole* »²⁹ (2003). Ce numéro sur la multifonctionnalité illustre à quel point les recherches relevant de l'agriculture dépassent largement ses propres frontières ; l'agriculture c'est aussi l'alimentation et le territoire.
- 18 • -Le champ « Agricultures » demeure le plus important de la revue (42 % des articles sur la période 1998-2005), mais les problématiques se sont considérablement modifiées. La revue, non seulement s'en est fait l'écho, mais en a aussi été le promoteur. À cet égard le numéro sur « *Les systèmes de production agricole* »³⁰ (2005) est exemplaire.

3. Le choix de la pluralité des paradigmes et des méthodes scientifiques

- 19 Les lectorats de la revue rassemblent des chercheurs et des enseignants, des personnes et des responsables d'univers variés, économique et professionnel, administratif et politique. Dans cette perspective, l'originalité des analyses et leur accessibilité sont tout aussi primordiales que le sont la fiabilité des données et des sources d'information, ou la rigueur des méthodes.
- 20 Une étude exploratoire de notre lectorat³¹ réalisée en 2003 conforte l'idée que notre revue doit accentuer sa fonction de lieu de rencontre sans rien perdre, cependant, de sa vocation scientifique. Dans cette optique, nous avons par exemple consacré un numéro aux « *Questions d'éthique économique et sociale* »³² (2002), thème à la lisière de nos domaines scientifiques traditionnels, mais capital pour penser le devenir de l'agriculture et de l'alimentation.
- 21 L'étude du lectorat de la revue a bien montré que celui-ci est largement pluridisciplinaire et pluri-institutionnel. Une première communauté est constituée de chercheurs affiliés à l'activité agricole et à son environnement, au sens large ; une autre de « praticiens ». Il nous fallait servir au mieux les unes et les autres : les colonnes d'*Économie rurale* ont été remodelées. Au cours de l'année 2003³³, deux grandes rubriques ont vu le jour : la rubrique « Recherches » et la rubrique « Tribunes », toutes deux volontairement mises au pluriel. Cette nouvelle segmentation est une réponse circonstanciée à la tension interne qui lie les deux vocations (scientifique et transfert) de la revue.
- 22 Dans les colonnes réservées aux « Recherches », le lecteur sera attentif aux hypothèses et à la démonstration, à la méthodologie, aux résultats positionnés et commentés. En la matière le numéro consacré à l'analyse de la transmission des prix « *De l'agriculteur au consommateur : la transmission des prix de long des filières agroalimentaires* »³⁴ (2004) indique clairement l'attention portée aux questions méthodologiques, en l'occurrence les méthodes principalement économétriques et mathématiques. Dans d'autres numéros ce sont des approches qui privilégient l'entrée par les institutions comme par exemple le numéro sur « *Les signes officiels de qualité* »³⁵ (2000).

- 23 La politique éditoriale a donc voulu soutenir la diversité paradigmatique et la diversité disciplinaire. Le numéro consacré au « *Droit rural* »³⁶ (2000) ou, plus récemment, celui consacré aux « *Opérations marchandes : pourquoi et comment les produits satisfont les consommateurs* »³⁷ (2005), à partir de points de vue sociologiques, montrent tout l'intérêt de permettre au sein de la revue la discussion « d'objets économiques » par les sciences sociales ou juridiques. Pour autant il ne s'agissait pas « d'oublier » que l'économie est l'épicentre de la revue et, à ce titre, elle ne pouvait pas dédaigner les évolutions propres à cette discipline.

4. L'ouverture à la connaissance experte

- 24 Le temps de la recherche et de la production scientifique n'est ni forcément, ni facilement celui des mouvements économiques, des préoccupations sociales, des événements sanitaires ou des prises de décision politiques. *Économie rurale* a depuis longtemps choisi d'être au plus près de ces phénomènes.
- 25 Désormais, dans les « Tribunes », le lecteur trouvera l'expression d'une expertise ou d'une analyse sur un sujet d'actualité. Il peut s'agir du commentaire d'une réglementation nouvelle, comme la Tribune sur la « *Traçabilité et la sécurité alimentaire : le règlement européen 178/2002* »³⁸ (2004) ou sur les « *Mesures agro-environnementales : examen critique et mutations juridiques* »³⁹ (2004) ou d'une information approfondie sur la situation d'un pays, par exemple la réforme foncière agricole en Russie⁴⁰. Ce peut être aussi un débat de société, par exemple celui sur « *Le bien-être animal existe-t-il ? – Le bien-être animal pourquoi pas ?* »⁴¹ (2005) ou sur les disciplines scientifiques « *L'économie et la gestion sont-elles des sciences ? – Est-il important que l'économie et la gestion soient qualifiées de sciences ?* »⁴² (2004). La discussion critique et argumentée sera probablement pour le lecteur une aide sinon à la décision, en tout cas à son instruction.
- 26 Outre ces deux nouveautés, la section « Notes de lecture » ou « Compte rendu de colloque », véritable ouverture sur l'actualité des milieux scientifiques, a naturellement retrouvé sa place dans la nouvelle formule.
- 27 Chacune de ces rubriques ont fait l'objet de procédures éditoriales spécifiques. Elles ont été codifiées en 2000 et perfectionnées au fil du temps (cf. encadré 4 : Les trois grands types d'édition). Précisons également la place des éditoriaux qui ont permis aux lecteurs d'être informés sur le thème choisi, le débat annoncé ou les sujets d'articles mis en avant.

Conclusion

- 28 *Économie rurale* a publié entre 20 et 30 articles scientifiques par an auxquels s'est ajoutée au moins une Tribune par numéro. Tout le travail fourni en direction de la communauté des auteurs est cependant demeuré fragile durant la période 1998-2005 tant sont fortes les pressions pour publier en langue anglaise. Face à cette situation, nous avons fait le choix de la rigueur, de la sélectivité et de l'accompagnement éditoriaux, afin d'asseoir la crédibilité d'*Économie rurale*.
- 29 En tant que responsable scientifique de la revue, je me suis efforcé d'assurer le respect des règles éditoriales par tous les acteurs de la chaîne d'édition (auteurs, *referees*, Comité de rédaction, secrétariat) et de garantir l'indépendance et l'impartialité de l'évaluation scientifique. Cet objectif a été partagé avec le Comité de rédaction, qu'il m'est revenu

d'animer. Tous ses membres ont été les mieux placés pour veiller au respect des procédures éditoriales et, par là même, pour garantir transparence et équité. Si *Économie rurale* a fonctionné efficacement c'est parce qu'elle s'est construite comme le projet collectif voulu par le Comité de rédaction. Aujourd'hui, la revue a atteint un degré de rigueur scientifique qui, pour tout satisfaisant qu'il soit, n'en demeure pas moins perfectible.

- 30 En termes de ligne éditoriale, il m'est apparu essentiel de conforter la segmentation des rubriques adoptée depuis 2003, notamment la rubrique « Tribunes », afin de parfaire l'équilibre entre articles de grande communication et articles scientifiques, et ainsi, affirmer plus encore la singularité de notre revue dans le paysage des publications de champ équivalent ou voisin. Nous espérons avoir montré également que demeurer une revue en langue française n'impliquait en rien un renfermement hexagonal, ni une vision strictement française du monde. Certes la diffusion par internet renforcerait l'internationalisation⁴³. De la même manière, il nous semble avoir relevé le défi d'une présence pluridisciplinaire sans rien céder au plan de la rigueur de l'expression et de la démonstration scientifiques.
- 31 Que nos lecteurs, abonnés et auteurs trouvent dans ce mémoire éditorial l'assurance qu'un travail soutenu pour « faire vivre la revue », une revue au service des préoccupations professionnelles de chacun, a toujours été le but du Comité de rédaction. Précisément, parce qu'il a voulu, à tout prix, affronter plutôt qu'éviter les problèmes soulevés par les oppositions entre écoles de pensée, par les concurrences entre méthodologies, par les ignorances entre disciplines, par les cloisonnements entre les univers de l'action et le monde de la recherche.

ANNEXES

Annexe 1

Tableau 1. – Économie rurale : Appartenance institutionnelle des Referees 1998-2005

Année	Universités et Grandes Ecoles	Universités étrangères	Institut National de la Recherche Agronomique	Instituts de recherche (CNRS ¹ , CIRAD ² , CEMAGREF ³ , IRD ⁴ , INSERM ⁵ , etc.)	Ecoles d'ingénieurs (d'agronomie et d'agriculture: ENSA ⁶ , INA P-G ⁷ , ENESA ⁸ , ISARA ⁹ , etc.)	Organismes du Ministère de l'Agriculture (CNASEA ¹⁰ , etc.)	Autres	Total Referees
1998	9 (23 %)	1 (2,6 %)	13 (33,3 %)	4 (10,3 %)	9 (23 %)	2 (5,1 %)	1 (2,7 %)	39 (100 %)
1999	16 (34 %)	1 (2,1 %)	17 (36,2 %)	7 (14,9 %)	2 (4,3 %)	3 (6,4 %)	1 (2,1 %)	47 (100 %)
2000	(non disponible)							
2001	34 (35,8 %)	4 (4,2 %)	26 (27,4 %)	13 (13,6 %)	15 (15,8 %)	2 (2,1 %)	1 (1,1 %)	95 (100 %)
2002	34 (29,6 %)	7 (6,1 %)	43 (37,4 %)	9 (7,8 %)	10 (8,7 %)	7 (6,1 %)	5 (4,3 %)	115 (100 %)
2003	40 (43,5 %)	3 (3,3 %)	36 (39,1 %)	6 (6,5 %)	5 (5,4 %)	0 (0 %)	2 (2,2 %)	92 (100 %)
2004	21 (32,8 %)	5 (7,8 %)	17 (26,5 %)	8 (12,5 %)	11 (17,2 %)	1 (1,6 %)	1 (1,6 %)	64 (100 %)
2005	16 (38,1 %)	3 (7,1 %)	12 (28,6 %)	6 (14,3 %)	4 (9,5 %)	1 (2,4 %)	0 (0 %)	42 (100 %)

Tableau 2. – Économie rurale : Appartenance institutionnelle des Auteurs 1998-2005

Année	Universités et Grandes Ecoles	Universités étrangères	Institut National de la Recherche Agronomique	Instituts de recherche (CNRS ¹ , CIRAD ² , CEMAGREF ³ , IRD ⁴ , INSERM ⁵ , etc.)	Ecoles d'ingénieurs (d'agronomie et d'agriculture : ENSA ⁶ , INA P-G ⁷ , ENESA ⁸ , ISARA ⁹ , etc.)	Organismes du Ministère de l'Agriculture (CNASEA ¹⁰ , etc.)	Autres	Total Auteurs
1998	14 (21,5 %)	9 (13,9 %)	21 (32,3 %)	8 (12,3 %)	7 (10,8 %)	5 (7,7 %)	1 (1,5 %)	65 (100 %)
1999	11 (13,4 %)	9 (11 %)	32 (39 %)	11 (13,4 %)	11 (13,4 %)	7 (8,6 %)	1 (1,2 %)	82 (100 %)
2000	17 (18,7 %)	8 (8,8 %)	36 (39,6 %)	6 (6,6 %)	15 (16,4 %)	9 (9,9 %)	0 (0 %)	91 (100 %)
2001	8 (16,3 %)	5 (10,2 %)	18 (36,8 %)	9 (18,4 %)	8 (16,3 %)	0 (0 %)	1 (2 %)	49 (100 %)
2002	8 (13,1 %)	19 (31,1 %)	21 (34,4 %)	7 (11,5 %)	4 (6,6 %)	2 (3,3 %)	0 (0 %)	61 (100 %)
2003	10 (16,1 %)	4 (6,5 %)	23 (37,1 %)	15 (24,2 %)	7 (11,3 %)	1 (1,6 %)	2 (3,2 %)	62 (100 %)
2004	4 (10,5 %)	9 (23,7 %)	12 (31,6 %)	5 (13,1 %)	8 (21,1 %)	0 (0 %)	0 (0 %)	38 (100 %)
2005	4 (8,9 %)	15 (33,3 %)	10 (22,3 %)	5 (11,1 %)	11 (24,4 %)	0 (0 %)	0 (0 %)	45 (100 %)

Certains articles sont à auteurs multiples ce qui explique la différence avec le nombre d'articles publiés

1. Centre National de la Recherche Scientifique
2. Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
3. Centre Machinisme Agricole Génie Rural Eaux Forêts
4. Institut de recherche pour le développement
5. Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale
6. Ecole Nationale Supérieure Agronomique
7. Institut National Agronomique Paris-Grignon
8. Ecole Nationale d'Enseignement Supérieur Agronomique
9. Institut Supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes
10. Centre National pour l'Aménagements des Structures des Exploitations Agricole

Annexe 2

Tableau 3. Production éditoriale par rubriques et par thèmes (1998-2005)

Année	Articles scientifiques	« Tribunes »*	« Points de vue », « Débats »**	« Synthèse », « Notes de recherche »	« Notes de lecture »
1998	Total: 35 Répartition par thèmes Agricultures: 17 Alimentations: 14 Territoires: 4	–	3	9	13
1999	Total: 43 Répartition par thèmes Agricultures: 22 Alimentations: 2 Territoires: 19	–	5	19	16
2000	Total: 52 Répartition par thèmes Agricultures: 22 Alimentations: 18 Territoires: 12	–	2	10	6
2001	Total: 32 Répartition par thèmes Agricultures: 9 Alimentations: 13 Territoires: 10	–	8	6	8
2002	Total: 36*** Répartition par thèmes Agricultures: 17 Alimentations: 10 Territoires: 5	–	5	13	7
2003	Total: 35 Répartition par thèmes Agricultures: 13 Alimentations: 15 Territoires: 7	4	2	7	1
2004	Total: 21 Répartition par thèmes Agricultures: 5 Alimentations: 6 Territoires: 10	7	–	4	5
2005	Total: 21 Répartition par thèmes Agricultures: 11 Alimentations: 5 Territoires: 5	6	–	4	2
TOTAL RUBRIQUES 1998-2005	275*** (100 %) Répartition par thèmes Agricultures: 116 (42 %) Alimentations: 83 (31 %) Territoires: 72 (27 %)	17	25	72	58

* A partir du numéro du numéro 276 juillet-août 2003

** Jusqu'au numéro 275, mai-juin 2003

*** Dont 4 non classés (cf. n° 271, Questions d'Éthique, sept.-oct. 2002).

Annexe 3 : La revue *Économie rurale* 1998-2005

Édition de numéros à thème

- -La famille agricole
2005, n° 289-290
- -Les systèmes de production agricole
2005, n° 288
- -La politique de la concurrence dans l'agroalimentaire
2003, n° 277-278
- -La multifonctionnalité de l'activité agricole
2003, n° 273-274
- -Agricultures et politiques publiques en Allemagne et en France
2002, n° 268-269
- -Echanges agricoles et négociations internationales
2002, n° 267
- -L'agro-alimentaire dans la globalisation
2001, n° 264-265
- -Le droit rural
2000, n° 260
- -Les signes officiels de qualité
2000, n° 258
- -L'irrigation et la gestion collective de la ressource en eau
1999, n° 254
- -Les cinquante premières années de la SFER
Quel avenir pour l'économie rurale ?
2000, n° 255-256 (numéro anniversaire)
- -Emploi agricole, emploi rural
1999, n° 253
- -L'agriculture dans l'économie
1999, n° 251
- -Les mesures agri-environnementales
1999, n° 249
- -La grande distribution alimentaire
1998, n° 245-246
- -Modélisation des marchés agricoles
1998, n° 243

Édition de numéros avec dossier

- -Les opérations marchandes. Pourquoi et comment les produits satisfont les consommateurs
2005, n° 286-287
- -De l'agriculteur au consommateur : la transmission des prix le long des filières agroalimentaires
2004, n° 283-284
- -Proximité et territoires
2004, n° 280
- -Le e-commerce dans l'agroalimentaire
2002, n° 272
- -Questions d'éthique économique et sociale
2002, n° 271
- -Les citoyens, les consommateurs et les OGM
2001, n° 266
- -Développement régional :
quelles recherches ?
2001, n° 261

Tribunes

- -Évolutions technologiques et évolution des systèmes de production
- -Les systèmes de production dans la chaîne agroalimentaire
2005, n° 288
- -Les politiques agricoles en France : l'heure du bilan ?
- -Les réseaux associatifs : un nouvel acteur du développement rural ?
2005, n° 286-287
- -Le bien-être animal existe-t-il ?
- -Le bien-être animal pourquoi pas ?
2005, n° 285
- -L'économie et la gestion sont-elles des sciences ?
- -Est-il important que l'économie et la gestion soient qualifiées de sciences ?
2004, n° 283-284
- -Traçabilité et sécurité alimentaire : le règlement européen 178/2002
2004, n° 282
- -Mesures agro-environnementales : examen critique des mutations juridiques

2004, n° 281

- -Russie : la réforme foncière agricole

2004, n° 280

- -Le modèle européen et les leçons de Cancun
- -Paradoxes du monde agricole

2004, n° 279

- -L'évolution de la politique de la concurrence française
- -Les grandes décisions de la Commission européenne dans le domaine de l'alimentaire

2003, n° 277-278

- -L'élargissement de l'UE à l'Est

2003, n° 276

- -A propos du concept de l'estimation du soutien au producteur

2003, n° 276

NOTES

1. *Referee*, terme anglo-saxon utilisé pour éviter la confusion avec « lecteurs ».
2. Cf. Philippe Lacombe et Egizio Valceschini, « Peut-on encore parler d'économie rurale ? », *Économie rurale* n° 255-256, janvier-avril 2000, pp. 215-219.
3. Institut National de la Recherche Agronomique
4. Centre National de la Recherche Scientifique
5. Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
6. Institut de Recherche pour le Développement
7. Institut National de Recherche sur les Transports et leur Sécurité
8. Service Central des Enquêtes et Etudes Statistiques
9. Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture
10. Numéro 264-265, juillet-octobre 2001.
11. Numéro 266, novembre-décembre 2001.
12. Tableau mis en annexe 1.
13. Tableau mis en annexe 1.
14. Comme l'*American Economic Review*, le Jel est publié par l'AEA (American Economic Association), la plus importante association professionnelle d'économistes dans le monde. Bien que les revues américaines soient les plus nombreuses et les mieux couvertes, le Jel est aussi ouvert à des revues originaires du monde entier. La discipline la plus représentée, en particulier au travers de son courant dominant, est l'économie, mais des articles d'autres disciplines proches, tels le droit ou la sociologie, sont également répertoriés.
15. Numéro 263, mai-juin 2001.
16. Numéro 259, septembre-octobre 2000.
17. Numéro 270, juillet-août 2002 (Point de vue).
18. Numéro 267, janvier-février 2002.
19. Numéro 285, janvier-février 2005.
20. Numéro 268-269, mars-juin 2002.
21. Numéro 289-290, septembre-décembre 2005.

22. Tableau mis en annexe 2.
 23. Numéro 264-265, juillet-octobre, 2001.
 24. Numéro 277-278, septembre-décembre, 2003.
 25. Cf. note 11.
 26. Numéro 272, novembre-décembre 2002.
 27. Un des trois mots-clés du sous-titre initial de la revue. Cf. l'éditorial de Philippe Lacombe paru dans le numéro 261, janvier-février 2002.
 28. Numéro 280, mars-avril 2004.
 29. Numéro double 273-274, janvier-avril 2003.
 30. Numéro 288, juillet-août 2005.
 31. Intitulée « *La revue Économie rurale : perception et utilisation par ses lecteurs* » (Cf. encadré 2).
 32. Numéro 271, septembre-octobre 2002.
 33. Cf. numéro 276, juillet-août 2003. Il s'agit-là du premier numéro dans lequel apparaît pour la première fois les deux segmentations « Recherches » et « Tribunes ». Jusqu'ici cinq rubriques apparaissaient au fil des six numéros annuels : articles scientifiques, Notes de recherche, Points de vue, Débats, Notes de lecture ou Comptes rendus de colloques.
 34. Numéro 283-284, septembre-décembre 2004.
 35. Numéro 258, juillet-août 2000.
 36. Numéro 260, novembre-décembre 2000. Ce numéro fut réalisé en collaboration avec La Revue de Droit Rural.
 37. Numéro 286-287, mars-juin 2005.
 38. Numéro 282, juillet-août 2004.
 39. Numéro 281, mai-juin 2004.
 40. Cf. note 15.
 41. Numéro 285, janvier-février 2005.
 42. Numéro 283-284, septembre-décembre 2004.
 43. Il s'agit là d'un grand chantier que nous n'avons eu qu'à peine le temps d'esquisser grâce à l'étude menée par J. Bourcet en 2003 (cf. encadré 2) et la mise en circulation, malheureusement interrompue, d'une lettre électronique « *Agricultures-Alimentations-Territoires* ».
-

AUTEUR

EGIZIO VALCESCHINI

Président du Comité de rédaction (1998-2005)